

Le paradoxe du changement de climatique

Les éoliennes en Europe ne contribuent en rien aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. par Anselm Waldermann

En dépit du boom européen des énergies éoliennes et solaires, les émissions de CO₂ n'ont pas été réduites, ne serait-ce que d'un gramme. Aujourd'hui, même le parti Vert (Grünen) jette un regard nouveau sur ce problème comme le montrent les méls obtenus par Spiegel Online.

Les industries allemandes d'énergies renouvelables sont une fantastique success story. Environ 15 % de l'électricité du pays vient du solaire, du vent et des installations de biomasse ; à peu près 250 000 emplois ont été créés, et la valeur nette du business est d'environ 35 millions d'euros par an.

Mais il y a un problème : le climat n'a en fait pas profité de ces développements. Aussi surprenant que ça paraisse, les nouvelles turbines éoliennes et les cellules solaires n'ont pas empêché l'émission d'un seul gramme de CO₂.

Selon la loi en vigueur dans l'Union Européenne, les éoliennes allemandes n'ont pas servi à réduire les émissions de CO₂ ; elles ont simplement permis à l'Europe occidentale de polluer davantage.

Encore plus surprenant, c'est la politique de changement climatique de l'union européenne, pourtant qualifiée d'être la plus progressiste du monde, qui en est responsable. Le système européen d'échange de permis d'émissions de CO₂ détermine la quantité totale de CO₂ qui peut être émise par les producteurs d'énergie et les industries. Et cette quantité ne change pas, quelle que soit la quantité d'éoliennes érigées.

Les experts sont conscients depuis quelque temps cette situation, mais elle n'est pas bien connue du public. Même les responsables gouvernementaux allemands n'en parlent qu'à mot couvert. Personne ne souhaite discuter de ses conséquences politiques.

C'est un sujet sensible : L'Allemagne est reconnue comme le leader mondial dans tout ce qui relève des énergies renouvelables. Le secteur des énergies renouvelables ne veut pas ternir son image. Berlin ne veut en aucun cas que la Loi sur l'Énergie Renouvelable (Loi EEG) – qui définit les prix d'achat obligatoires des énergies « vertes » par les producteurs d'énergie - en vienne à être discréditée.

Parallèlement, les grandes compagnies de production d'énergie ont intérêt à maintenir le statu quo. En conséquence, personne ne pousse au changement. Toutes les parties concernées restent silencieuses.

Ce n'est pas un outil de changement climatique

En réalité, cependant, même le parti Vert (die Grünen) a reconnu le problème, comme le montre à l'évidence un échange de méls survenu l'année dernière entre experts énergétiques du Parti, et obtenu par Der Spiegel. L'un d'eux écrit à un de ses collègues : « *Cher Daniel, désolé, mais la Loi (EEG) sur l'Énergie Renouvelable ne changera rien pour le changement climatique, de toute façon* ». Depuis l'introduction du système d'échange de permis d'émission, cette loi EEG est devenue « un

instrument de changement structurel, mais non un instrument pour combattre le changement climatique.

Cela signifie que les éoliennes ou les installations de panneaux photovoltaïques révolutionnent le mix énergétique allemand, créant des emplois et rendant le pays plus indépendant des importations. Mais cela n'aide en rien dans le combat contre le changement climatique.

Selon le pire scénario, les installations « d'énergie soutenables » pourraient avoir un effet préjudiciable sur le climat. Plus on raccorde d'éoliennes au réseau, plus les centrales à charbon réduisent leur puissance. Cela est souhaitable en soi – mais le problème est que la quantité de permis d'émission de CO2 reste constante. En d'autres termes, il y aura davantage de certificats par kilowatt d'énergie charbon. En conséquence, le prix de la tonne de CO2 émise va chuter.

C'est exactement ce qui s'est produit lors de récents contrats. Un certificat pour l'émission d'une tonne de CO2 ne coûte pratiquement plus rien. Il n'y a donc plus aucun incitatif pour les producteurs d'énergie à investir dans des « technologies douces pour le climat ».

Au contraire, L'Allemagne était capable de vendre des permis inutilisés à travers l'Europe – à des compagnies exploitant des mines de charbon dans des pays comme la Pologne ou la Slovaquie, par exemple. Grace aux éoliennes allemandes, ces industriels étaient capables d'émettre plus de gaz à effet de serre qu'ils n'en avaient planifiés initialement. Etant donné le rendement moindre des centrales des pays de l'Est, c'est tout sauf bon pour le climat !

Ce phénomène devient surtout évident chaque fois qu'une industrie « d'énergie soutenable » croît plus vite que prévu – comme récemment, lorsque la croissance de la branche des énergies renouvelables a rapidement rendu obsolète le plan CO2 de la Commission Européenne.

La rénovation est préférable aux éoliennes

Les experts des Verts prennent ce problème très au sérieux : « *Nous sommes dans une situation véritablement critique, et nous devons reconsidérer et changer des choses que nous considérons comme acquises* » écrit un contributeur à ce débat, ajoutant qu'il est grand temps de réexaminer « *si nous nous sommes fixés les bonnes priorités* ».

Un autre expert commence son mél par une clarification générale : *Chers Amis, je ne suis pas totalement contre la Loi sur les Energies Renouvelables. Je tiens à le souligner car Manfred m'a plusieurs fois décrit par erreur comme un adversaire de cette loi* » Mais vient le gros MAIS : « *Lorsque l'on dépense moins pour réduire les émissions de CO2 en isolant un bâtiment que par l'éolien, c'est là-dessus que nous devons concentrer nos efforts* ». Lorsqu'il s'agit de changement climatique, tout devient secondaire par rapport à la réduction des émissions de CO2.

Coût des réductions d'émission de CO2 (en €/tonne de CO2)

Rénovation des bâtiments (dans 90% des cas)	<0*
Rénovation des bâtiments (dans 5% des cas)	0-100
Rénovation des bâtiments (dans 5% des cas)	>100
Modernisation d'une vieille centrale au charbon	20
Réduction des émissions de l'industrie	>20

Centrale au gaz remplaçant une centrale au charbon	28
Centrale au charbon pauvre équipée de récupération de CO2	>30
Modernisation d'une récente centrale au charbon	50
Centrale au gaz remplaçant une centrale au charbon pauvre	50
Centrale au charbon équipée de récupération de CO2	>50
Biomasse	>50
Biofioul	>50
Energie éolienne	>50
Géothermie	>100
Photovoltaïque	300-500

* une valeur négative indique que l'opération est profitable.

Source : McKinsey, RWE, Fédération allemande des ERN

A l'évidence, lorsqu'il s'agit de changement climatique, les investissements en éolien ou photovoltaïque ne sont pas très efficaces : Eviter l'émission d'une tonne de CO2 exige un investissement relativement important. D'autres moyens, notamment les rénovations des bâtiments coûtent bien moins cher, pour un même effet.

Ces échanges de méls se terminent par des expressions conciliantes, comme « *Qu'en pensez-vous ?* » Mais sont rapidement suivis d'un PS : « *Pensons-nous, nous les Verts, que le problème (du changement climatique) va se résoudre en vissant seulement des panneaux solaires sur nos toits ?* »

Les Groupes Environnementalistes admettent le problème

La Fédération Allemande des Energies Renouvelables n'est pas fana de ce débat. La ligne du groupe lobbyiste est : « *La mise en œuvre des énergies renouvelables provoquera une diminution des rejets de 120 millions de tonnes de CO2 en 2008* ». Si on les pousse dans leurs retranchements, les représentants de la fédération admettent cependant que cela ne s'applique qu'à l'Allemagne. Mais en réalité, les certificats d'émission peuvent être vendus et utilisés à l'étranger.

De la même manière, un employé de la fédération dit ouvertement qu'il y a « *un certain degré de contradiction* » entre la Loi EEG et le marché des permis d'émission.

Mais est-ce inéluctable ? Est-il réellement impossible de réconcilier ces deux volets de la protection du climat ?

En théorie, c'est bien sûr possible ! Pour ce faire, cependant, les lois actuellement en vigueur destinées à éviter les émissions de CO2 doivent être réconciliées. Cela signifie, en réalité, que chaque fois qu'une éolienne est mise en service, l'Etat devrait être forcé de retirer des certificats du marché. C'est la seule manière d'obtenir un réel effet sur le climat.

Les politiciens supportent le business

Des discussions ont eu lieu, sous la chancellerie de Gerhard Schröder, qui gouvernait alors en coalition avec les Grünen. A cette époque, le ministre de l'Environnement Jürgen Trittin voulait exclure les quantités d'énergie couvertes par la Loi EEG des calculs utilisés pour les échanges de CO2. Au lieu de cela, la réglementation actuelle favorable aux industriels a été instaurée. Les grands de

l'énergie, qui ont revendiqué autant de certificats de CO2 qu'ils le pouvaient, ont entrepris un lobbying intense.

Ainsi, pourquoi rien n'a-t-il changé ? Selon les experts, l'une des raisons a quelque chose à voir avec les problèmes techniques. Au cours de la période d'échanges en cours – disent-ils – l'ajustement des volumes de certificats de CO2 n'est pas facile.

Pourtant, une source SPD donne une autre explication : « *Les politiciens n'ont qu'à se résigner à certaines choses* ». Selon lui, si l'Etat se retournait vers les industriels et retirait les certificats qui leur avaient été alloués, il en résulterait des hurlements. « *Que pensez vous que nous diraient les industriels ?* » dit-il « *En tant que politicien, il y a certaines tempêtes que vous ne pouvez pas affronter* ».